



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°270 - 27/07/2018



ZOOM SUR...

... le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire en 2017

L'excédent commercial de la Côte d'Ivoire est en baisse (2,3 Mds€ en 2017 contre 2,6 Mds€ en 2016). Les exportations de la Côte d'Ivoire sont dominées par les produits agricoles (environ 75% du total en 2017 dont 53% pour le cacao). Le pays importe une gamme relativement diversifiée de produits, dont les principaux sont : le pétrole et ses dérivés (11%), les appareils mécaniques (11%) et les céréales (8%).



• Contraction de 3,7% des exportations ivoiriennes

La baisse globale de 3,7% des exportations en 2017 est essentiellement due à trois postes : noix de cajou (350 M€, -55%), suite aux difficultés d'exportation (blocage aux entrepôts) ; produits pétroliers (985 M€, -17,6%), baisse imputable à un effet de volume ; métaux précieux, notamment l'or (407 M€, -44%) et coton (131,5 M€, -34%) du fait du recul des quantités exportées.

Ces évolutions ont été en partie modérées par la hausse des postes ci-après : cacao et ses préparations (5,3 Mds€, +26%), malgré la baisse du prix international du cacao sur la période 2016/2017; caoutchouc naturel (1 Md€, +100%) ; avec le quasi doublement de son prix ; engins maritimes (357 M€, +270%) ; machines, et appareils et engins mécaniques (210 M€, +105%)

• La destination du cacao ivoirien détermine le classement des principaux clients du pays :

Les Pays-Bas (15,9%, cacao, or), les Etats-Unis (11,2%, cacao, or), la France (8,5%, cacao, noix de cajou),

l'Allemagne (6,8%, cacao, pétrole brut) et la Belgique (6,2%, cacao). Les ventes vers l'Inde essentiellement composées de noix de cajou, représentent 3,9% du total, tandis que celles en direction des autres pays demeurent marginales à l'exception de la Guinée (5,9%).

• Les importations de la Côte d'Ivoire se maintiennent à 7,6 Mds€

Plusieurs postes se sont contractés en 2017. Il s'agit notamment : du pétrole brut (875 M€, -23%) ; des céréales (591 M€, -2,9%) ; des machines et appareils électriques (513 M€, -4,1%) ; des produits pharmaceutiques (293 M€, -6,1%) ; des produits halieutiques (270 M€, -22,7%) ; des ouvrages en fonte, fer ou acier (179 M€, -9,5%).

Ces diminutions ont été compensées par des évolutions positives, notamment les machines et appareils mécaniques (803 M€, +2,6%) et les véhicules (506 M€, +2,9), et la forte poussée des postes suivants : sucres et sucreries (148 M€, +475%), avions (139 M€, +519%) avec l'importation de plusieurs airbus par la compagnie nationale.

• La Chine est devenue le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire, avec une part de marché de 19,7% en 2017.

Elle devance désormais la France qui parvient tout de même à conserver sa place de deuxième fournisseur avec une part de marché de 15,5% (contre 14,1% en 2016). La part de marché nigériane continue de s'effriter, passant de 9,6% en 2016 à 8% en 2017, du fait de la faiblesse du prix du pétrole.

• Relation bilatérale : excédent commercial en faveur de la France

Les échanges demeurent favorables à la France, avec un excédent de 340 M€. Les exportations françaises vers la Côte d'Ivoire ont augmenté de 10% (1181 M€) en 2017, grâce à la vente d'avions (112 M€) et aux produits pharmaceutiques qui continuent leur progression (+3,9%, 182,5 M€). Les importations françaises de la Côte d'Ivoire continuent de croître (+6,8% à 840 M€, après +2% en 2016).

En Afrique sub-saharienne, la Côte d'Ivoire est le 2^e marché français après l'Afrique du Sud et devant le Nigéria.

CÔTE D'IVOIRE

La filiale locale de la Société générale (SGBCI) lance une offre de couverture du risque de prix du cacao sur le marché ivoirien

Ce nouveau produit est destiné aux PME et coopératives exportatrices de café-cacao du marché local afin de les couvrir contre les fluctuations du prix mondial de ces matières de base et sécuriser ainsi leurs exportations. Pour mémoire, le pays est le 1^{er} producteur mondial de cacao avec près de 40% de part de marché.

TOGO

African Guarantee Fund West Africa signe un accord de siège avec l'Etat togolais

Un accord de siège a été signé entre le secrétaire général du Ministère des affaires étrangères togolais et l'*African guarantee fund West Africa (AGF)*, ex-fonds de Garantie des investissements privés (GARI), offrant à AGF un cadre juridique pour le déploiement de ses activités au Togo. A travers sa base régionale implantée à Lomé, la structure, dotée d'un capital de 50 MUSD, entend apporter sur les 5 années à venir un volume de garanties à hauteur de 75 MUSD, pour débloquer en aval d'importants financements qui seront octroyés aux PME/PMI de la place.

ENTREPRISES & PROJETS

BENIN

Lancement du programme de réalisation de 21 stades omnisports

Le gouvernement a retenu le cabinet d'architecture ARTECH pour la maîtrise d'œuvre du projet de construction de 21 stades communaux de type omnisports. La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence du cadre de vie pour le développement du territoire (ACVDT) pour le ministère du Tourisme, de la culture et des sports.

Adoption des décrets d'application de la loi relative à la radiodiffusion numérique

Les décrets d'application de la loi relative à la radiodiffusion numérique au Bénin (loi N°2014-22 du 12 août 2014) ont été adoptés. Ils permettent de disposer d'un cadre juridique approprié en vue de la mise en œuvre de la Télévision numérique terrestre (TNT) et de la radiodiffusion sonore terrestre. Le Conseil des ministres a également autorisé la création de deux nouvelles structures : la société de radiodiffusion, dénommée Bénin Diffusion, et la société de patrimoine, dénommée Société nationale des infrastructures de la radiodiffusion numérique.

Autorisation de ratification de 2 accords de crédit dans le cadre du projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA)

Le premier, d'un montant de 2,6 Mds FCFA (3,9 MEUR), est conclu avec le Fonds nordique de développement (NDF). Le second, signé avec l'Association internationale de développement (AID), porte sur un montant de 16,5 Mds FCFA (25 MEUR), dont un don de 8,25 Mds FCFA (12,6 MEUR) au titre de droits de tirages spéciaux, puis un autre don de 6,4 Mds FCFA (9,7 MEUR) du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM). Le projet qui couvre une enveloppe de 33,7 Mds FCFA ou 51,3 MEUR concerne la zone côtière de l'arrondissement central d'Avloh-plage. Pour mémoire le projet WACA de la Banque mondiale vise à une gestion durable des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest, et lutte en particulier contre l'érosion côtière et les inondations. Il est mis en œuvre sur six pays dont le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et São Tomé et Príncipe, le Sénégal et le Togo et les aide à mettre en œuvre au niveau national des actions concertées d'investissements.

La Banque mondiale octroie 40 MUSD au Bénin pour l'accès des populations aux services sociaux

L'Association internationale de développement (IDA) a approuvé un don d'un montant de 40 MUSD pour le Projet d'appui aux communes et communautés pour l'expansion des services sociaux (Access). Ce projet contribuera à l'amélioration des services décentralisés en apportant aux communes des subventions qui leur permettront d'investir dans l'éducation, la santé, le réseau routier et les infrastructures de marché. Il s'attachera également à déployer à grande échelle le dispositif pilote de filets sociaux, expérimenté avec succès dans le cadre du Projet de services décentralisés conduits par les communautés. Le projet Access vient également en appui au programme «Assurance pour le renforcement du capital humain» (Arch) en finançant la mise en place d'un registre national de bénéficiaires sociaux.

BURKINA FASO

La Banque mondiale satisfaite de l'exécution des projets et programmes au Burkina Faso

La Direction générale de l'économie et de la planification a organisé, le 13 juillet 2018 à Ouagadougou, la première revue du portefeuille des projets et programmes financés par la Banque mondiale. Le représentant-résident de la BM au Burkina Faso a confirmé que la performance réalisée pendant l'année fiscale passée (juin 2017-juin 2018) par les unités de mise en œuvre des projets était très positive. Le Burkina Faso se place parmi les meilleurs pays dans le monde en termes de décaissement de fonds mis à sa disposition par cette institution financière avec un portefeuille actuel de 1,8 Md USD. A noter, dans sa stratégie-pays adoptée pour les six prochaines années, le conseil d'administration de la banque a approuvé un nouveau portefeuille de 2,2 Mds USD.

Des partenaires chinois intéressés par le projet de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou

Selon le coordonnateur du projet, Moumouni Ilboudo, des partenaires chinois auraient montré leur intérêt vis-à-vis du projet et les échanges seraient en bonne voie. Les travaux de la section Ouagadougou-Bobo-Dioulasso devraient s'exécuter en trois tranches et les travaux seraient prévus pour débuter d'ici à début 2019. Pour mémoire, l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou est l'un des plus grands projets intégrateurs du Traité d'amitié et de coopération (TAC) entre le Burkina et la Côte d'Ivoire signé le 28 juillet 2008. Sur les 1 300 km de distance, la partie burkinabè, d'une longueur de 600 km, a un coût estimatif de 1,8 Md EUR.

COTE D'IVOIRE

1,2 Md USD de financement de la Banque mondiale au cours de l'année fiscale 2018

Selon le directeur des opérations de la Banque mondiale chargé du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo, l'institution financière a accordé environ 1,2 Md USD de prêt à la Côte d'Ivoire sur l'année fiscale 2018 qui vient de s'achever. Le taux de décaissement (y compris l'appui budgétaire) est de 15,4 % (contre 37% en 2017). Parmi les projets financés, le plus important est celui relatif au « Grand Abidjan », doté d'un financement de 315 MUSD. Ce projet vise entre autres à améliorer la gestion urbaine, l'efficacité logistique et l'accessibilité du port, ainsi que la mobilité au sein du Grand Abidjan (la ville d'Abidjan et six communes périphériques). Un appui budgétaire de l'ordre de plus de 103,7 MEUR a également été accordé en juin dernier pour la réforme des finances publiques entre autres. Pour l'année fiscale 2019, qui a commencé le 1^{er} juillet 2018, la Banque prévoit environ 900 MUSD de financement, répartis sur 10 projets, notamment dans le secteur agricole (cacao), de l'éducation et de la santé.

MALI

Signature de trois accords avec la Banque mondiale portant sur une aide totale 172 MUSD

La Directrice des opérations de la Banque mondiale (Mali) et le Ministre malien de l'économie et des finances ont procédé à la signature de trois accords portant sur un financement (dons et prêts) total de 172 MUSD allouée par l'Association internationale de développement (IDA). Sur ce montant, 60 MUSD (en dons et prêts) sont destinés à l'amélioration de la productivité agricole et la résilience dans les zones arides (Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti), à travers à la fois des transferts monétaires directs d'aides à la production, la fourniture d'intrants, de services et d'infrastructures agricoles et un appui aux institutions communautaires/nationales. Les deux autres projets portent sur la mise en place de filets sociaux (52 MUSD) dans les villes de Kayes, Sikasso, Koulikoro, Ségou,

Mopti, Gao, et Bamako et l'appui des politiques de développement pour la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive (60 MUSD).

Le gouvernement attribue la réalisation du Centre d'expertise technique (CET) des opérations d'importation à Bureau Veritas

Deux contrats ont été attribués à Bureau Veritas, l'un portant sur la prestation des services courants (33,5 MEUR) et l'autre sur la création et l'exploitation d'un centre d'expertise technique des opérations d'importation (35,5 MEUR) dans le cadre du programme de vérification des importations maliennes. A travers cette décision, les autorités maliennes entendent renforcer les recettes douanières et la protection des consommateurs.

NIGER

L'UE décaisse 30 MEUR en faveur du Niger pour de l'appui budgétaire

L'UE vient d'approuver le décaissement de deux programmes d'appuis budgétaires. Ainsi, un montant total de 30 MEUR sera versé au Trésor public nigérien d'ici quelques jours. Ce financement provient du Fonds européen de développement (FED) et s'inscrit dans la mise en œuvre de deux programmes d'appui budgétaire. En particulier, une allocation de 20 MEUR a été consacrée au secteur « Sécurité alimentaire, nutritionnelle et agriculture durable ». Le secteur « Éducation de base » bénéficie d'un déboursement de 10 MEUR en vue d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement de base, ainsi que la gouvernance du secteur.

SENEGAL

Accord commercial avec la Chine pour la deuxième phase du Parc industriel de Diamniadio

Le Sénégal a signé avec la Chine un accord commercial pour la réalisation de la seconde phase du parc industriel de Diamniadio. Financé par *Eximbank China*, pour un montant de 60 Mds FCFA (91 MEUR), il permettra de réaliser un parc de 40 hectares et comprendra des infrastructures industrielles dédiées notamment à l'exportation. La première phase de la plateforme industrielle intégrée de Diamniadio avait été financée à hauteur de 25 Mds FCFA (38 MEUR), sur le budget de l'Etat. L'Agence publique pour la promotion des sites industriels prévoit, d'ici 2022, 25 000 emplois sur le site, dont 5 000 d'ici fin 2018.

TOGO

Essais métallurgiques sur la manganèse de Nayega par le britannique KERAS RESOURCES

La compagnie minière britannique KERAS RESOURCES, ex-FERREX (australien), a obtenu l'accord du Ministère des mines et de l'énergie pour procéder à des tests métallurgiques à base du manganèse du site de Nayega (670 km au Nord de Lomé), en vue d'établir sur le moyen-terme une unité de fonderie produisant du ferromanganèse à haute teneur en carbone. Cette phase pilote nécessitera un investissement de 1,5 MUSD pour le traitement de 10 000 tonnes de minerai, supporté financièrement par le client-acheteur. Sur le court-terme, le projet d'extraction/exportation du manganèse reste conditionné à la délivrance d'un permis d'exploitation accordé à la filiale togolaise de KERAS, Société générale des mines, qui, après 7 années de phase exploratoire, a identifié un gisement de 14 MT d'une teneur moyenne de 12,4%, à la rentabilité accrue (faibles CAPEX et OPEX).

EVENEMENTS

ACTUALITE REGIONALE

7^e conférence du Traité d'amitié et de coopération (TAC) entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire

Ce 7^e TAC, qui se tient à Yamoussoukro, verra le lancement d'un forum des hommes d'affaires ivoiriens et burkinabè, ainsi que la remise des prix aux lauréats des concours initiés de part et d'autre. Un fonds de 200 millions FCFA (environ 300 MEUR) a par ailleurs été mis en place pour financer des projets de jeunes.

La ministre française des Armées au Niger et au Burkina Faso

La ministre française des Armées, Florence Parly, est arrivée le 19 juillet au Niger pour s'entretenir de la force du G5 Sahel avec son homologue nigérien, Kalla Moutari, et le président Mahamadou Issoufou. Elle a visité le poste de commandement du "fuseau centre" de la force conjointe à Niamey et rencontré les militaires français déployés dans le cadre de l'opération militaire française Barkhane. La ministre s'est ensuite rendue au Burkina Faso le 20 juillet où elle s'est entretenue avec le président burkinabè Roch Kaboré. Elle a également rendu visite aux forces spéciales françaises "Task Force Sabre" (400 hommes) basées à Ouagadougou et leur a assuré que des moyens matériels supplémentaires (hélicoptères, drones) leur seraient octroyés. C'est le 7^e déplacement dans la région de Florence Parly.

SENEGAL

Visite du président Xi Jinping à Dakar

Le 21 Juillet, le président chinois Xi Jinping a entamé sa tournée africaine par une visite officielle au Sénégal. Depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 2005, les financements (Eximbank China en particulier) accordés au Sénégal s'élèveraient à plus de 1 206 Mds FCFA (1,8 Md EUR) dont 900 Mds (1,4 Mds EUR) investis entre 2012 et 2018, dans le cadre du Plan Sénégal émergent. 40 entreprises chinoises sont présentes dans quasiment tous les secteurs d'activités sénégalais et emploieraient plus de 3 000 personnes, avec des investissements de 117,6 Mds FCFA (164 MEUR) en 2017. La coopération sino-sénégalaise s'inscrit principalement à travers la réalisation d'infrastructures (autoroute Thiès-Touba, pont-péage de Foundiougne, Parc industriel de Diamniadio...). Il existe actuellement 10 accords de coopération entre les deux gouvernements portant notamment dans les domaines de la justice, des infrastructures, de l'énergie, de la coopération technique et économique ou encore de l'aviation civile.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtr-sor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin	B. Faso	Cap-V.	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers² (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³ (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque